
La garantie d'une justice équitable

rapport womey

REALISE
CONJOINTEMENT PAR AVOCATS SANS FRONTIERES GUINEE
(ASF GUINEE)
ET MEMES DROIT POUR TOUS (MDT)
DU 10 OCTOBRE AU 10 DECEMBRE 2014

avocatssansfrontieres.guinee@yahoo.fr
avocatssansfrontieres.guine@gmail.com

- I- **INTRODUCTION**
- II- **METHODOLOGIE**
- III- **L'EQUIPE**
- IV- **TEMOIGNAGES**
- V- **ANALYSE**
- VI- **CONCLUSION**
- VII- **RECOMMANDATIONS**

I - INTRODUCTION

Avec l'apparition de la fièvre hémorragique à virus Ebola au début de l'année 2014, la Guinée est restée confrontée à une profonde crise sanitaire. Cela a suscité sur le plan interne et externe une forte mobilisation tant des autorités, des partenaires et des populations pour lutter efficacement contre cette maladie jamais connue en Guinée.

Le 16 septembre 2014, une délégation des autorités régionales de N'Zérékoré a entrepris une campagne de sensibilisation sur la prévention de cette maladie dans la sous-préfecture de Womey. Contre toute attente, des incidents ont éclaté au cours de la sensibilisation dont le bilan est de huit morts parmi les membres de cette délégation.

L'ONG "Avocats Sans Frontières Guinée" a fermement condamné ces tueries quelles qu'en soient les motivations des auteurs. Après ce drame, les commentaires sulfureux dans la presse, au sein des opinions de toutes tendances, par des personnes qui n'étaient pas présentes sur les lieux au moment des faits ainsi que les versions divergentes que contradictoires diffusées par le gouvernement ont amené notre structure à chercher comprendre les choses en profondeur.

Le village de Womey, Chef-lieu de la sous-préfecture du même nom, d'une population de 5.450 habitants est situé à 51 Km de la ville de Zérékoré. Il a été érigé en sous-préfecture le 10 mars 1980.

En plus du Bloc administratif, siège de la sous-préfecture, Womey compte aussi un collège, une école primaire, un jardin d'enfants, un centre de santé et un poste de Police. La cité est subdivisée en deux quartiers Womey1 et Womey2. Chaque quartier ayant à sa tête un bureau du Conseil de quartier présidé par un Président.

La population est à vocation essentiellement agropastorale. Mais on y exerce le petit commerce aussi varié que diversifié.

II – METHODOLOGIE :

Le présent rapport s'appuie sur des enquêtes effectuées à Conakry, N'Zérékoré, Gouécké et Womey. Ces enquêtes ont été réalisées auprès de :

- Certains citoyens originaires de Womey qui ont même appelé ASF Guinée quelques heures après le drame
- Des villes précitées
- Des autorités administratives
- Des acteurs judiciaires

L'ONG a recueilli aussi des informations auprès de plusieurs organes de presse (Radios, journaux écrits, sites etc..) pour avoir diffusé les premières informations au lendemain de ces malheureux événements

C'est ainsi qu'une mission d'ASF Guinée a quitté Conakry et s'est rendue successivement à N'Zérékoré, Gouécké et Womey, du 30 octobre au 06 novembre 2014.

III- COMPOSITION DE LA MISSION

La mission comprenait :

- 1-Me Labila Michel SONOMOU, Président d'ASF Guinée et Chef de mission ;
- 2-Me Aimé Christophe Labilé KONE Secrétaire Administratif d'ASF Guinée ;
- 3-Me Cécé Victorien THEA, Représentant d'ASF Guinée à N'Zérékoré ;
- 4-Me Michel Théodore LOUA, de l'ONG "Mêmes Droits pour Tous" MDT ;
- 5-Mr Abdoulaye BAH, Journaliste au site d'information "Guineenews" ;
- 6-Mr Macky SOW, Journaliste à la Radio NOSTALGIE de Conakry ;
- 7-Mr Adrien CHERIF, Coordinateur régional des "MEMES DROITS POUR TOUS" ;
- 8-Me Paul LAMAH, Huissier de Justice près les Cours et Tribunaux de Guinée ;
- 9-Mr Sékouba LOUA, du Comité préfectoral des organisations de la société civile de N'Zérékoré ;

IV – TEMOIGNAGES RECUEILLIS A N'ZEREKORE

Arrivée à N'Zérékoré, la mission a rencontré successivement le Gouverneur Lancei CONDE, le Préfet Aboubacar MBop CAMARA, le Procureur de la République Zézé BEAVOGUI, le Directeur de la station de la radio rurale, Christophe MILLIMOUNO.

A rappeler que ces trois personnalités font partie des rescapés de cette journée meurtrière du 16 septembre 2014.

Monsieur Lancei CONDE, Gouverneur de N'Zérékoré, le 03 octobre 2014.

Monsieur le Gouverneur a réservé un accueil si chaleureux aux membres de la mission que ceux-ci ne pouvaient s'imaginer d'un lendemain de mésaventure.



Voici la version des faits par ce premier responsable administratif de cette région:
« Après l'apparition de la fièvre hémorragique à virus Ebola, l'autorité nous a demandé de nous investir dans la sensibilisation des populations.

C'est ainsi que nous avons mobilisé les religieux, les élus locaux, les ressortissants des autres régions pour leur participation à cette action. Après le décret de l'état d'urgence sanitaire par le Président de la République, nous avons mis en place deux structures : Un Comité régional de riposte et Un Comité préfectoral de riposte. Le

préfet m'a personnellement demandé de l'accompagner pour cette mission, ce que j'ai accepté. Le 16 septembre 2014, nous avons été bien reçus par la notabilité avec présentation des noix de colas en signe de bienvenue. Après le discours du Maire et celui que moi-même j'ai tenu, ce fut le tour de François LAMAH. C'est pendant son intervention que nous avons remarqué le passage des filles excisées. Soudain, on s'est vu dans le feu. (Avec une voie tremblotante pleine d'émotion) C'était des jets de pierres et finalement la débandade. C'est arrivé à Gouécké qu'on a remarqué qu'il y a des manquants parmi les membres de la délégation. On a contacté les Prêtres pour leur demander de nous aider à retrouver les personnes qui manquaient à l'appel. Ils ont engagé les négociations avec les villageois. Le lendemain, le Député Sory HABA nous a annoncé la mort des personnes qui manquaient à l'appel. Nous sommes repartis à Womey et avec l'implication des prêtres, nous avons retiré sept corps de la fosse sceptique. A la rentrée du village, nous avons vu un corps dont l'identité n'a pas été vérifiée. A N'Zérékoré, les Coordinations régionales ont été mises à contribution d'apaiser les sensibilités afin d'éviter toutes les velléités de vengeance à connotation communautaire.

Les corps des victimes ont été enterrés le vendredi 18 septembre 2014 ici à N'Zérékoré. Je regrette qu'au départ, il y a eu une mauvaise communication sur Ebola présenté comme non guérissable ».

Aboubacar MBop CAMARA, Préfet de N'Zérékoré, le 03 octobre 2014.

Tout comme de Gouverneur, le Préfet a accueilli la mission dans une ambiance très détendue.



Il a livré sa version des faits en ces termes : « c'est un monsieur venu de Ganta (Liberia) qui a introduit le virus d'Ebola à N'Zérékoré. Suite à une réunion de concertation du Gouverneur avec le comité de crise, il a été retenu de faire une sensibilisation dans les sous-préfectures.

Pendant ladite réunion, on s'est posé deux principales questions à savoir :

.Comment aller vers les communautés de base ?

.Comment appeler tous les ressortissants des sous-préfectures pour les informer de cette décision ?

C'est à la suite de toutes ces réflexions que nous avons décidé de nous engager dans cette campagne de sensibilisation. A la réunion préparatoire en prélude à cette campagne, aucun représentant de Womey n'est venu prendre part. Je rappelle que

nous fonctionnons sur nos propres moyens. Depuis le début de cette épidémie, aucun budget ne nous a pas été alloué pour mener la lutte contre Ebola.

C'est ainsi que nous sommes arrivés à Womey le mercredi 16 septembre 2014 vers 09h30mn. Nous avons été reçus à la maison d'accueil avec des noix de colas en guise de bienvenue, on nous a conduits à la Tribune situés à la place publique. Partout il y avait des kits pour le lavage des mains, ce qui présageait déjà que notre message tomberait dans de bonnes oreilles. Après l'allocution du Maire et celle du Gouverneur, ce fut le tour de Monsieur François LAMAH de s'adresser à la population en langue guerzée. Subitement, nous constaté des jets de pierres envers la tribune où se trouvaient les officiels. C'était la débandade et le sauve-qui-peut. Vous-mêmes, une fois sur les lieux, vous saurez combien ces gens ont été cruels. Le lendemain, quand les militaires y sont allés, ils n'ont pas pu accéder au village. Nous avons su que c'était une rébellion contre laquelle il fallait envoyer un renfort. Après beaucoup de difficultés, on a pu récupérer sept corps. Je précise qu'il n'ya aucun militaire à Womey sauf les Gendarmes.

Christophe MILLIMOUNO, Directeur de la Radio rurale de N'Zérékoré.

Très ému, le Directeur a expliqué la raison de sa participation à cette campagne.



A l'apparition de la fièvre à virus Ebola à N'Zérékoré, la Radio rurale a été chargée de la communication au sein du Comité préfectoral de riposte contre cette maladie.

A l'arrivée de la mission de sensibilisation à Womey, le Sage a présenté les dix noix de colas suivi d'un plaidoyer à l'intention des autorités pour la réalisation d'infrastructures de base au profit de la localité. Après l'intervention du Gouverneur, dès que François LAMAH a pris la parole, nous avons vu des gens gesticuler. C'était la débandade sous une pluie de cailloux. Nous avons regagné N'Zérékoré. Je n'ai plus suivi directement la suite des événements.

Zézé BEAVOGUI, Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de N'Zérékoré, le 03 Octobre 2014.

Les propos désobligeants tenus par ce Magistrat ne nous ont pas permis prolonger notre entretien avec lui. En voici un extrait : *On ne pouvait pas retirer les corps aux familles des victimes. A L'exception du corps du Pasteur Moïse MAMY, on a décidé d'enterrer rapidement les autres corps dans une fosse commune pour ne pas réveiller*

des réflexes de vengeances communautaires aux conséquences incalculables. Car les Manons sont très fâchés.

V – TEMOIGNAGES RECUEILLIS A GOUECKE

Les missionnaires ont jugé utile de passer par Gouécké avant de terminer par Womey pour une raison simple. C'est dans cette sous-préfecture située à 09 Km de Womey que résident les prêtres qui s'étaient fortement impliqués dans la résolution de cette crise aux premières heures du drame.



Le Curé, l'Abbé Jean Paul HABA a déclaré aux missionnaires :

Au lendemain de ma mutation à cette paroisse, j'étais en train de m'installer lorsque l'Abbé Pascal, un collaborateur du point focal de l'église catholique du comité sous-préfectoral de riposte à Ebola, nous a informé de son déplacement à la maison des jeunes pour assister à une sensibilisation qui devrait y être tenue par le comité préfectoral de N'Zérékoré.

Aux environs de 10 heures, il est revenu nous dire que la délégation préfectorale était passée pour Womey où elle devrait commencer la sensibilisation. Vers midi, il était reparti pour voir si la délégation était de retour de Womey afin d'assister à la sensibilisation. Une heure plus tard, il est encore revenu nous informer que la délégation était revenue de Womey où il y aurait eu des échauffourées et que les membres de la délégation ont quitté les lieux en débandade.

Sur ces mots, nous-nous sommes rendus au siège de la Sous-préfecture de Gouécké. Nous y avons trouvé le Gouverneur, le Préfet et quelques membres de la délégation. Ils nous ont raconté leur mésaventure en concluant que certains membres de la délégation y sont restés.

Profondément touché par ce récit, j'ai demandé aux autorités de me permettre d'y aller et voir dans quelle mesure on pourrait retrouver les autres membres de la délégation afin de revenir avec eux si possible.

Le Préfet m'a répondu en ces termes : 'A Womey, ce sont des rebelles qui s'y trouvent, en conséquence seule l'armée pourrait riposter à leur résistance'.

Les autorités ont fait donc appel à l'armée. Mais n'ayant pu rentrer à Womey, elle a replié sur Gouécké. C'est à ce moment que le Préfet nous a fait appel pour y aller. Il était environs 17 heures.

J'ai dit au Préfet qu'il fait déjà tard et qu'il n'était pas prudent de partir la nuit.

Le mercredi, 17 septembre 2014, après la messe, je me suis rendu à Womey en compagnie de l'Abbé Samuel Florent LOUA. Sur les lieux, nous avons rencontré un groupe de jeunes à qui nous avons expliqué les raisons de notre présence et demandé de nous aider à retrouver les membres de la délégation qui y étaient restés.

Ils nous ont répondu n'avoir vu personne. Que pendant la débâcle c'était le sauve-qui-peut. Que tous les membres de la délégation avaient fui, même certains villageois aussi.

Jusqu'en début d'après-midi, nous n'avons pas eu gain de cause. C'est ainsi que nous sommes revenus à Gouécké rendre compte aux autorités en leur recommandant l'opportunité de privilégier la voie de la négociation.

Vers le soir, les Ministres de la communication Alhoussény MAKANERA KAKE et de la santé Colonel Rémy LAMAH sont arrivés à Gouécké. Malgré le compte-rendu de notre démarche, les ministres ont opté pour l'usage de la force militaire pour retrouver les disparus. .

Le jeudi, 18 septembre 2014 au petit matin, nous avons pris la route pour Womey. A notre arrivée, nous avons rencontré le groupe de jeunes au niveau de la chapelle. Nous leur avons notifié encore les motifs de notre présence.

Ils nous ont dit qu'avant tout, de retourner à l'entrée du village où se trouve un corps. Nous y sommes retournés. Je précise qu'à l'entrée, nous avons effectivement trouvé ce corps depuis le mercredi. Le corps d'un homme visiblement tué par balles car son pied droit était complètement broyé et à côté de lui se trouvaient des étuis de balles.

Après de ce corps, ils nous ont relatés encore les faits. Nous leur avons demandé d'accepter de retourner au village pour leur livrer le message dont nous sommes porteurs. En ce moment nous étions avec la délégation de sages envoyés par le patriarche Hazaly de N'Zérékoré et le Député Sory HABA.

Revenus au village, les sages ont présenté les noix de colas du vieux Hazaly en ajoutant son message qui consiste à les aider à retrouver les missionnaires. Ainsi, les jeunes se sont retirés pour se concerter et se disperser peu de temps après.

C'est ainsi qu'un ressortissant de Womey qui était de la délégation des sages et moi-même, nous sommes allés vers eux pour leur dire que si c'est déjà gâté, il faut accepter de nous remettre les corps et en suite on va chercher à voir comment réparer.

Après, ils nous ont invités dans une maison pour nous entretenir. Vu que les choses perduraient, nous étions découragés. Au moment où nous ressortions, nous avons rencontré un sage du village à qui nous avons expliqué notre présence et avons sollicité son intercession. Il s'est retiré pour s'entretenir avec les jeunes. Puis, ils sont repartis ensemble vers l'école primaire.

En y revenant, ils nous ont dit « voilà, nous avons retrouvé là où se trouve les corps ». C'était aux environs 16 heures. Vous imaginez, depuis 10 heures nous étions en négociation avec eux.

A cet instant, l'honorable Sory HABA a appelé le Préfet pour lui annoncer la nouvelle en ajoutant de nous attendre à Gouécké comme convenu dans notre accord de négociation. Je précise que nous avons dit aux ministres de ne pas envoyer les militaires à Womey jus qu'à la fin des négociations, car cela pourrait compliquer les choses. .

Lorsque nous avons vu l'endroit où se trouvaient les corps, il m'a été demandé d'envoyer ma voiture qui était immobilisée à l'entrée du village. C'était pour que nous y mettions les corps une fois retirés. Entre-temps l'honorable Sory HABA a reçu un appel lui annonçant que l'ambulance était en route pour Womey. Il a répondu que l'ambulance pouvait venir mais qu'il ne fallait pas envoyer l'armée à cet instant.

En arrivant au niveau de la voiture, j'ai reçu un coup de fil m'annonçant qu'un contingent militaire était en route pour Womey. J'ai alors décidé de l'attendre. Les militaires m'ont trouvé là, disposant tous les moyens pour se frayer le chemin. Je leur ai dit de ne pas rentrer au village pour l'instant. Ils m'ont dit que les ministres arrivaient, je leur ai alors demandé de les attendre là.

Lorsque les ministres sont venus, je leur exprimé ma déception en leur faisant savoir que nous avions convenu de ne pas envoyer les militaires pendant que nous menons les négociations.

A ces mots, le Ministre Rémy s'est insurgé et a commencé à crier 'non et non', l'ordre vient de la Présidence. Nous devons rentrer avec l'armée'.

Je lui ai exprimé ma crainte qu'avec ce contingent dit militaire, si nous rentrons au village, en cas d'incident les jeunes diront que nous les avons trahis et s'ils nous tuent devant vous, qu'allez-vous faire ? Serez-vous responsables de cela ? Je voudrais tout simplement que nous respections les principes.

Le ministre Rémy s'est engagé qu'aucun coup de fusil ne sera tiré.

C'est dans ces circonstances que nous sommes rentrés au village. Nous-nous sommes dirigés directement derrière l'école primaire du village où se trouvait la fosse dans laquelle étaient enfouis les corps. Sur les lieux, les militaires ont extrait sept (7) corps. En y ajoutant le corps trouvé à l'entrée du village, on avait huit corps en tout.

Je précise qu'au moment où on retirait les corps, certains militaires avaient déjà commencé le pillage des biens dans les habitations. En même temps, ils arrêtaient tous ceux qu'ils rencontraient sur leur passage, les considérant comme de présumés auteurs des tueries.

Nous sommes revenus ensemble à Gouécké et les Ministres ont continué avec les corps à N'Zérékoré».

A la question de savoir, si les jeunes rencontrés leur avaient donné les causes des troubles au village ce jour, l'Abbé Jean Paul HABA a déclaré que les jeunes ont répondu qu'au cours de la sensibilisation, un jeune homme puis une femme leur ont fait savoir que des gens étaient entrain de pulvériser le village. Ils se sont sentis trahis. L'incident est parti de cela.

A la question de savoir quelle était la destination des biens pillés, le Prêtre a affirmé certains objets de valeur avaient été vendus à vil prix à Gouécké par les militaires et d'autres emportés avec eux ».

IV - DES CONSTATS SUR LE TERRAIN

a) Sur l'état des lieux : A l'orée de cette bourgade, nous apercevons de gros troncs d'arbres dégagés. Probablement ceux utilisés pour empêcher la rentée des véhicules militaires.

Dans les premières maisons situées en bordure de route jusqu'au milieu de Womey, c'est la même scène : Les portes des maisons grandement ouvertes, les serrures défoncées, l'intérieur vidé de son contenu. Certains effets de moindre importance éparpillés par-ci et par-là.





La scène est insoutenable : tout le contenu vandalisé et pillé, les objets de valeur emportés. Des valises renversées, certains matelas en paille éventrés, boutiques, magasins d'huile de palme, de café, de cacao, ateliers de couture, bars totalement pillés, de gros sacs de riz paddy déchirés et abandonnés. Des denrées alimentaires de première nécessité sont stockées au poste de police de Womey par les nouveaux occupants.



b) **Sur le dispositif de défense** : Au lendemain du 16 septembre 2014, Womey a subitement changé de “statut” de sous-préfecture pour devenir une gigantesque

garnison militaire. C'est d'ailleurs un Capitaine de l'armée de terre qui reçoit gentiment et vise l'ordre de mission.

La résidence du défunt sous-préfet sert désormais de QG de ce Capitaine se présentant comme étant le Commandant du premier contingent.

En face de sa résidence, un gros camion et cinq Pick-up dont le cinquième est surmonté de fusil mitrailleur, immatriculé comme initiales AG (Armée Guinéenne) et GN (Gendarmerie Nationale).

Entouré d'une vingtaine de soldats hyper excités, cet officier se prête sagement à nos questions. Il donne sa version des faits : *« Nous sommes arrivés ici le 17 septembre 2014 à 23 heures. Nous n'y avons trouvé aucun habitant. Depuis notre arrivée, toute personne qui s'aventure ici, on l'arrête et on l'envoie à la Maison Centrale de N'Zérékoré. Il ya trois trois contingents ici composés des éléments de l'armée de terre, de l'air et de la Gendarmerie. Le premier contingent est celui que je commande et qui est posté à la rentrée du village. Le deuxième contingent se trouve au centre du village et le troisième contingent est situé à la sortie de Womey ».*

c) **Sur l'arrestation et l'expulsion des missionnaires de Womey :**

C'est au centre de Womey que se trouve le QG du deuxième contingent composé des éléments de la Gendarmerie. Une dizaine d'entre eux s'affairent autour de grosses marmites bouillonnant sous le feu dont deux bourrées de viande de mouton, de chèvre, de porc et de poulet.

Un camion et quatre Pick-up militaires y sont aussi stationnés.

Le Commandant de ce deuxième contingent nous signifie que sa hiérarchie, qu'il vient de joindre au téléphone à N'Zérékoré, a déclaré ne pas être au courant de notre présence en ces lieux.

Quelques minutes après, il nous déclare qu'il a reçu l'ordre de nous intimer d'arrêter tout. Ainsi dit ainsi fait.

Aussitôt, nous sommes encerclés par des militaires armés qui nous conduisent à la résidence du Commandant du premier contingent. Là on nous fait asseoir sous haute surveillance. Puis c'est des interrogatoires musclés sur fond d'injures grossières.

Nous sommes dépouillés de tous nos matériels de travail, notamment les appareils d'enregistrement, de filmage et de photographie ainsi que leurs cartes de mémoire.

Les militaires tiennent des propos de mépris à notre égard : *« Vous êtes des lâches, des malhonnêtes, vous pensez que ceux qui sont morts n'ont pas de droit ? . D'ailleurs, pourquoi la RTG n'est pas avec vous ? , « Ce n'est pas clair »*

Un jeune soldat se saisit du cahier de notes du Chef de mission, remarque que sur la chemise les numéros des Pick-up et des camions y sont mentionnés. Il hurle à grands cris. L'air menaçant, il se déchaîne vers Me SONOMOU pour l'agresser. Un sous-officier s'interpose et l'en empêche.

Après cinq heures d'horloge passées entre leurs mains, sans boire même une goutte d'eau, le Commandant nous fait savoir qu'il a reçu l'ordre de sa hiérarchie de nous

libérer et de nous expulser de Womey. Certains de nos appareils nous sont restitués mais les cartes de mémoire retirées.

Le dimanche 05 octobre 2014, nous nous sommes rendus chez le Gouverneur Lancéi CONDE pour lui faire part de ce que nous avons subi à Womey.

Le lundi 06 octobre 2014, nos matériels nous sont été restitués à la résidence du Gouverneur par le Colonel Finando CAMARA, Commandant Adjoint de la quatrième région militaire de N'Zérékoré, le Colonel TOURE de la Gendarmerie régionale et le Capitaine SYLLA, Chargé de la Brigade de Recherche de la Gendarmerie.

VI - DEUX TEMOIGNAGES EDIFIANTS : Jonas HABA et Nianga Vice HABA

Rencontrés ce Lundi 06 octobre 2014, au Tribunal de Première Instance de N'Zérékoré au cours de leur audition en tant que parties civiles, ces deux responsables nous ont confié leurs versions des faits.

***Monsieur Jonas HABA, Chef de quartier de Womey 1**

« Nous avons reçu une circulaire pour une mission de sensibilisation prévue le 16 septembre 2014. A Womey, nous avons informé la population et personne n'a rien dit. Nous avons reçu un appel de Conakry pour nous demander de nous impliquer dans la sensibilisation. Nous avons cotisé pour acheter des kits à cet effet. A leur arrivée, les membres de la délégation ont lavé les mains avec du chlore que nous avons préparé. Lorsque la parole a été donnée à François LAMAH pour son intervention, une partie s'est retirée. Ce fut un remue-ménage. Une femme aux pas pressés est venue informer la foule que des gens sont entrain de pulvériser les abords du village ».

***Monsieur Nianga Vice HABA, Maire de la Commune rurale de Womey**
« Le sous préfet m'a informé que les autorités de N'Zérékoré vont venir pour une sensibilisation sur Ebola. C'est ainsi nous avons entrepris des démarches pour passer l'information dans les autres villages.

Un citoyen du nom de Adama m'a dit qu'il a appris que le village sera pulvérisé pendant la mission. J'ai répondu qu'il ne sera question de pulvérisation. La délégation est venue vers 10heures. On les a bien reçus en leur offrant des cadeaux, ensuite on s'est dirigé vers la place publique.

Après la présentation des dix noix de colas, j'ai fait un discours, suivi de celui du Gouverneur et ensuite François LAMAH dit « François PRIDE ».

C'est au cours de l'intervention de François que nous avons entendu des murmures au sein de la foule. Des gens ont commencé à courir vers la brousse. Le Gouverneur et le Préfet ont demandé ce qui ne va pas. Il paraît que quelqu'un a menti qu'on est entrain de pulvériser le village. Un groupe de jeunes sont revenus vers la Tribune. Ils ont intimé de quitter les lieux. Nous les avons calmés en vain. C'est ainsi que les jets de pierres ont commencé avec des propos : "Vous nous avez trahis au profit de l'argent"

C'était la débandade. Nous avons protégé le Gouverneur et le Préfet pour sortir du village. Etant poursuivi par des gens, j'ai couru pour me cacher dans une maison vers le bas-fond. En cours de route, j'ai rencontré le corps d'un homme fraîchement tué. Vers quatre heures du matin, je suis sorti de ma cachette pour prendre la route jusqu'au village de Zènèmoda.

Le matin, je me suis rendu à la Gendarmerie de Gouécké où j'ai expliqué ce dont je venais d'être témoin en présence du Gouverneur Lancéi CONDE, des ministres Alousseny Makanera KAKE et Rémy LAMAH. C'était le jeudi 18 septembre 2014.

VII- QUELQUES INTERROGATIONS QUI MERITENT DE LA REFLEXION

A l'issue de ce que nous avons vu, entendu et touché à N'Zérékoré, Gouécké et Womey, nous nous posons encore certaines questions :

-Pourquoi les autorités ont commencé la sensibilisation par la sous-préfecture de Womey alors qu'à la réunion préparatoire convoquée par le Préfet de N'Zérékoré à cet effet, aucun responsable local de ce village n'y a pas répondu ?

-Pourquoi le Pasteur Moïse MAMY, très connu de la localité pour ses bienfaits fait partie des victimes de cette journée meurtrière du 16 septembre 2014 ?

-Pourquoi une simple campagne de sensibilisation a pris une tournure si tragique ?

-Pourquoi l'inhumation précipitée des huit corps sans qu'une autopsie ne soit exigée ?

-Pourquoi au lendemain de ce drame, la sous-préfecture de Womey a été vidée de sa population par les militaires qui l'ont transformée en un "camp militaire" sans l'autorisation des Magistrats en charge du dossier ?

-Pourquoi trois semaines après les faits, empêcher des structures indépendantes telles que les ONG de défense des droits de l'homme et des journalistes de visiter les lieux ?

Nous invitons chacun à user du bon sens pour méditer sur ces questions.

Après la tuerie du 16 septembre 2014 à Womey, l'identification des corps a révélé que les victimes sont :

1-Dr Ibrahima Fernandez, Directeur Préfectoral de la Santé de N'Zérékoré ;

2- Dr Ibrahima Saliou Barry, Directeur Général Adjoint de l'hôpital régional

3-Molou Chérif, Technicien à la radio rurale de N'Zérékoré ;

4- Sidiki Sidibé, Technicien stagiaire à la radio rurale de N'Zérékoré

5-Facély Camara, journaliste de la radio privée Zaly Liberté FM.

6-Moïse Mamy, Pasteur Evangéliste et promoteur d'un Hôpital humanitaire dans le district de N'Zao à la périphérie de N'Zérékoré ;

7- Moriba Touré, Sous-préfet de Womey.

VIII- DES INFORMATIONS NON VERIFIEES MAIS PLEINES D'INTERET

Une fois de retour à N'Zérékoré après notre expulsion des lieux, un citoyen bien avisé nous a confié que si notre équipe a été bloquée au milieu de village, c'était pour nous empêcher d'avoir accès au troisième contingent posté à l'autre bout de Womey. Que ce dernier contingent ne serait composé que des anciens miliciens de l'Ulmo

(ancienne faction libérienne pendant la guerre civile) et des donzos (chasseurs traditionnels).

Une source confirme que des citoyens auraient été victimes de morsure de serpents en brousse. Que certaines femmes en grossesse auraient accouché dans leurs cachettes avec tous les risques que cela comporte.

Qu'avant les événements du 16 septembre 2014, beaucoup de personnes étrangères à la région ont été aperçues un peu partout dans différentes localités. La plupart se faisant passer pour des acheteurs de café ou de cacao. Mais en réalité, conclut cette source, ce sont des gens qui viennent pour la reconnaissance des lieux en vue d'éventuelles représailles.

Le Pasteur Evangéliste Moïse MAMY aurait été particulièrement visé pour avoir, dit-on, reçu de l'argent pour filmer le camp d'excision des femmes de la localité afin d'exposer les méfaits de cette pratiques au compte des églises dites de « réveil ».

IX – ANALYSE :

a) Sur le fondement de la mission d'ASF Guinée à Womey

Suite à la réaction de certaines personnes mettant en cause le bien fondé de la mission de notre ONG, nous informons l'opinion qu'elle était en parfaite conformité avec les textes en vigueur en République de Guinée et certaines conventions qu'elle a ratifiées.

C'est le cas de la loi L/013/AN/2005 qui régit les associations. Elle ne prévoit pas qu'une ONG ait une autorisation de qui que ce soit pour mener ses activités conformément à ses statuts.

Par ailleurs, si les missionnaires ont soumis l'ordre de mission aux autorités de N'Zérékoré, c'est pour le respect de l'article 5 al.3 de ladite loi qui indique : « ... *L'Autorité administrative compétente est le Ministre Chargé de l'Administration du Territoire ou par Délégation le Gouverneur de Région, le Préfet, le Sous-préfet selon le cas* ».

Le Gouverneur et le Préfet de N'Zérékoré avaient visé l'ordre de mission avant le départ pour Gouécké et Womey.

L'Arrêté portant agrément de notre ONG dispose en son article 3, alinéas 1 et 4 ce qui suit : « *L'ONG "Avocats Sans Frontières Guinée" a pour objectifs de :*

« Défendre les droits de l'homme consacrés par la Déclaration Universelle des Droits de l'homme du 10 décembre 1948 ainsi que d'autres instruments juridiques nationaux et internationaux protecteurs des droits de l'homme.... »

« Réaliser toutes activités pouvant se rattacher aux objectifs ainsi définis en s'inscrivant dans le cadre de la promotion et de la protection des droits de l'homme »

a) Sur les cas de violation des droits de l'homme commise à Womey

- *Contre toute la population de Womey* : la gestion du drame de Womey a démontré que l'Etat guinéen a manqué à deux de ses principales obligations en matière du respect des droits de l'homme ; l'obligation de respecter et celle de protéger les droits de l'homme. Pourquoi chasser toute une population de plus

de cinq mille âmes de son terroir pour des faits commis par quelques dizaines de personnes alors que la responsabilité pénale est personnelle.

L'article 6al.5 de la Constitution déclare «Aucune situation d'urgence ou d'exception ne doit justifier la violation des droits humains ».

L'article 12 ajoute : «Le domicile est inviolable. Il ne peut y être porté atteinte qu'en cas de péril grave ».

L'article 17 al.2 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme renchérit : « Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété ».

Comme décrit ci-haut, après être chassés du village, tous les domiciles des citoyens ont été pillés et les biens emportés par les militaires

- *Contre les défenseurs des droits de l'homme* : (article 3 al. 1 et 4 de l'Arrêté portant agrément d'ASF Guinée déjà cité).

L'article 23 de la Constitution dispose : « *L'Etat doit protéger et défendre les droits de la personne humaine et les défenseurs des droits humains. Il veille au pluralisme des opinions et des sources d'information* ».

Tandis que l'article 6 al.1 de la déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU, en sa session du 08 mars 1999 dispose : « *Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres de détenir, rechercher, obtenir, recevoir et conserver sur tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales en ayant notamment accès à l'information quant à la manière dont il est donné effet à ces droits et libertés à ces droits et libertés dans le système, judiciaire ou administratif national...* ».

X - CONCLUSION

Au terme du présent rapport sur les tueries survenues le 16 septembre 2014 à Womey ainsi que les graves violations des droits de l'homme qui y sont commises depuis lors, il convient encore d'interpeller les consciences tant individuelles que collectives pour la restauration effective de l'autorité de l'Etat afin de lutter contre l'impunité dans toutes ses formes.

Le fait que les premiers cas de cette fièvre hémorragique à virus Ebola soient détectés en Guinée Forestière a alimenté et entretenu une stigmatisation de la région et des communautés qui en sont originaires.

Après le drame de Womey, certains responsables administratifs assumant de haute fonction ont même qualifié les communautés de cette région d'être porteuses du gène de la sauvagerie et de la barbarie.

Un ministre récemment limogé a déclaré aussi à certains membres de la société civile et défenseurs des droits de l'Homme que s'il était le Gouverneur de N'Zérékoré pendant ces tueries, il aurait « rasé » Womey de la carte de Guinée.

De telles prises de position sont donc étroitement liées à la réaction disproportionnée du gouvernement face à cette crise.

L'indifférence complice de l'Etat parfois devant certaines crises et sa réaction virulente face à d'autres crises sur d'autres contribue souvent à le rendre fragile au détriment des valeurs républicaines qu'il a le devoir de préserver et de renforcer.

En guise de rappel, la Guinée Forestière a connu ces dernières années des crises qui, pour tel ou tel intérêt, ont été totalement ignorées par les tenants du pouvoir ou suscité leur attention particulière.

En 2011, des paysans du District de Saoro, sous-préfecture de Diécké, préfecture de Yomou, se révoltent pour revendiquer leurs terres agricoles illégalement occupées par une société agro-industrielle dénommée *Société Guinéenne de Palmiers à Huile et Hévées* (SOGUIPAH), sans compensation adéquate. La revendication est vigoureusement réprimée par les forces de défense et de sécurité. On y enregistre des arrestations arbitraires, des blessés et des morts par balles.

En 2012, des jeunes de Zoghota s'insurgent contre le mode de recrutement discriminatoire au sein d'une société minière (VALE) implantée dans leur localité. Ils s'attaquent aux installations de ladite société.

Dans la nuit du 04 août 2012, à bord de plus de dix véhicules, des militaires, des Gendarmes et des Policiers envahissent le village. C'est le carnage contre les habitants surpris dans leur sommeil: cinq morts sur place, une vingtaine de blessés et des maisons détruites.

Au petit matin, sur les lieux on y découvre l'horreur : des corps déchiquetés baignant dans une mare de sang, des étuis de balles et de grenade antichars éparpillés par-ci par-là.

En juillet 2013, une altercation éclate entre des jeunes Guerzés et Koniankés à la station d'essence de Koulé. Un jeune Konianké est tué au cours de la bagarre.

Des personnes mal intentionnées récupèrent l'incident qui prend de l'ampleur jusqu'à N'Zérékoré et Beyla.

Cette fois, les Forces de Défense et de Sécurité font preuve de laxisme, de laisser-faire et d'impuissance.

Pendant trois jours, les deux communautés s'affrontent en bataille rangée. Des centaines de morts et de blessés, des édifices religieux incendiés sont recensés par des organisations de défense des droits de l'homme.

Jusqu'à nos jours, face à ces tueries, dame Thémis dort toujours sur ces lauriers.

Sur le drame survenu le 16 septembre 2014, la machine judiciaire s'est tout de suite réveillée et mise en marche avec une vitesse tellement accélérée dans le but d'un procès expéditif.

Près de quarante personnes sont déjà sous les verrous et attendent de connaître leur sort dans les semaines à venir. Des dizaines de mandats d'arrêt sont déjà lancés.

XI- RECOMMANDATIONS

Suite à ce drame sans précédent, et la façon dont les autorités l'ont géré jusque maintenant,

Nous demandons au Gouvernement :

- L'ouverture d'une enquête tant sur les tueries du 16 septembre 2014 ainsi que sur toutes les violations des droits de l'homme commises à Womey par les forces de défense et de sécurité depuis ce jour ;
- La démilitarisation totale de la sous-préfecture de Womey ;
- Le retour immédiat et sans condition des habitants à leurs domiciles respectifs ;
- L'assistance humanitaire aux habitants en denrées de première nécessité et des soins médicaux dès leur retour ;
- Le Jugement simultanément des présumés auteurs civils et militaires de ces faits au cours d'un même procès juste et équitable ;
- Commettre des Avocats pour assurer la défense des parties civiles et aux frais de l'Etat.
- Réorienter une communication responsable et objective sur la fièvre hémorragique à virus Ebola contrairement à ce qu'on a connu à l'apparition de cette maladie ;
- Commettre des spécialistes du domaine médical aux missions de sensibilisation sur la maladie Ebola ;
- Dans les localités très reculées des grands centres urbains, impliquer fortement dans les campagnes de sensibilisation les personnes qui y sont connues et bien écoutées ;
- S'abstenir de tout langage politique au cours de la sensibilisation en faveur ou au détriment de telle ou telle formation politique.

CONAKRY, LE 10 DECEMBRE 2014

AVOCATS SANS FRONTIERES GUINEE
(ASF GUINEE)

LE CHEF DE MISSION

LABILA MICHEL SONOMOU

-